



Cher lecteur, Intéressé par un article en particulier ? Cliquez directement dans le sommaire sur l'article et vous serez envoyé automatiquement vers la page dédiée à cet article. Afin de revenir vers le sommaire cliquez sur « Retour au sommaire » mentionné à la fin de chaque article.

SOMMAIRE

GÉOPOLITIQUES	2
1- Accord nucléaire iranien : les sanctions américaines et la désillusion des entreprises étrangères (IRIS, le point de vue de Sylvie Matelly)	2_Toc513997868
2- Sahara occidental : l'offensive du Maroc contre l'Iran...et l'Union européenne (Orient XXI, Khadija Mohsen-Finan).....	3
3- Israël, entre ombres et lumière (Les Echos, Dominique Moïsi)	4
DÉFENSE	6
1- Lynx : fin du mandat Lynx 3 pour les militaires français de la force de présence avancée renforcée (Défense, EMA)	6
2- L'Estonie dans l'opération Barkhane (DICOD Communiqué)	6
3- Le jeu des entités opportunistes illégales (Diploweb, Patrice Gourdin).....	7
ÉCONOMIE	8
1- Comment l'élite chinoise au pouvoir voit-elle la Chine, les Etats-Unis et le monde ? (Le Nouvel économiste, Martin Wolf)	8
2- Macron appelle l'Allemagne à sortir du « fétichisme des excédents budgétaires » (La Tribune, AFP).....	9
3- Nouvelle économie : les licornes chinoises ne sont pas une chimère (La Croix, avec AFP)	10

GÉOPOLITIQUES

1 – Accord nucléaire iranien : les sanctions américaines et la désillusion des entreprises étrangères (IRIS, le point de vue de Sylvie Matelly)

Mardi 8 mai, Donald Trump a acté le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. Malgré la volonté des cinq autres pays signataires (France, Allemagne, Royaume-Uni, Russie et Chine) de rester dans l'accord de Vienne, le rétablissement des sanctions américaines serait applicable immédiatement pour les nouveaux contrats et entreprises étrangères engagés en Iran. Face à une divergence de volontés et un risque de sanctions, la question de la souveraineté économique, mais également politique des pays est en jeu. Pour nous éclairer sur la situation, le point de vue de Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'IRIS.

Certains estiment que les Européens pourront continuer à acheter du pétrole iranien, limitant de fait l'impact des sanctions et le risque d'une flambée des prix du baril. Si tel n'était cependant pas le cas, de quelle manière les pays européens devraient-ils se positionner avec l'Iran ?

La sortie de l'accord n'engage que les États-Unis qui souhaitent imposer des sanctions à l'Iran. En tant que tel, cela ne change pas grand-chose puisque seules les sanctions imposées par le président via un executive order avaient été levées par Obama. Il n'avait aucun pouvoir sur les sanctions du Congrès qui ont force de loi et n'avaient, elles, jamais été levées, même si le Congrès avait été relativement coopératif depuis l'accord de 2015. Dans ce contexte de sanctions unilatérales, on peut imaginer que dans l'absolu, les relations commerciales avec l'Iran (achat de pétrole par exemple ou poursuite des contrats initiés depuis 2 ans) ne devraient pas être impactées. Ainsi, malgré les sanctions et surtout depuis leur levée, la Chine a multiplié ses relations commerciales avec l'Iran, et nul doute qu'elle continuera après le 8 mai 2018. Toutefois, cela reste théorique et il est important de prendre en compte la réalité des rapports de force dans le cas européen entre les États-Unis et les pays européens. C'est la « liberté » et le choix des pays européens signataires de l'accord (Allemagne, France et Royaume-Uni) que d'y rester. Pour cela, ils devraient défendre leur souveraineté et refuser de subir les conséquences du retrait américain, même s'il est évident que cela est plus compliqué qu'il n'y paraît et dépendra bien sûr du poids que mettront les Européens à faire respecter leur décision à l'administration Trump. Il y aura des menaces du côté des Américains, des tentatives de déstabilisation et une volonté d'empêcher les Européens, et surtout les entreprises, à faire des affaires avec Téhéran. Il faudra donc que les pays européens s'unissent face aux États-Unis. L'enjeu dépasse largement le seul respect de l'accord : la position des Occidentaux dans la région et la stabilisation économique et politique de l'Iran, qui induirait une possible montée des tensions. Il y a une vraie opportunité pour les Européens à se positionner et à s'affirmer dans cette région où les intérêts pour la stabilité européenne sont beaucoup plus essentiels que pour les États-Unis qui continuent à attiser les braises. Le Président Trump, comme une bonne partie des élus américains, pensent que les Iraniens constituent un danger majeur dans la région et qu'il faut les écarter. Ce n'est pas un hasard si au début des années 2000, George W. Bush avait désigné l'Iran, comme la Corée du Nord d'ailleurs, comme des « États voyous » (rogue states). Reste à savoir si cet acte peu diplomatique n'avait pas participé à l'exacerbation des tensions dans les deux cas... Les Européens, et en son temps le Président Obama, ont fait le pari que la négociation et la coopération, y compris et surtout économique, peuvent au contraire, normaliser la situation. Ce sont deux analyses différentes d'une même situation où il n'est pas sûr que l'un des acteurs régionaux soit plus raisonnable qu'un autre.

Les entreprises étrangères ayant signé des contrats avec l'Iran, tels que Airbus, Total, General Electrics, vont certainement être pénalisées par la reprise de ces sanctions.

Toutefois, un État qui déciderait de signer des accords avec l'Iran serait-il susceptible de sanctions, restrictions ou représailles de la part des États-Unis ?

Dans l'absolu, les Européens n'ont aucune obligation à appliquer des sanctions d'un autre pays, en l'occurrence les États-Unis, dont on peut d'ailleurs questionner leurs légitimités.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.iris-france.org/112534-accord-nucleaire-iranien-les-sanctions-americaines-et-la-desillusion-des-entreprises-etrangeres/>

Ce site est répertorié dans la rubrique THINKTANKS
de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRI SURCOUF.fr
Cliquez [ici](#)

[Retour au sommaire](#)

2 – Sahara occidental : l'offensive du Maroc contre l'Iran...et l'Union européenne (Orient XXI, Khadija Mohsen-Finan)

Au Maroc, derrière toute grande décision diplomatique se cache la question du Sahara occidental. La décision unilatérale, le 1^{er} mai 2018, de rompre ses relations avec l'Iran ne déroge pas à cette règle. Parallèlement, Rabat poursuit son offensive contre les décisions de l'Union européenne qui contestent sa souveraineté sur le Sahara. Le 1^{er} mai, Rabat a rompu ses relations diplomatiques avec Téhéran, accusé d'avoir livré des armes au Front Polisario par l'intermédiaire du Hezbollah libanais. L'affaire est d'autant plus étonnante que le Front Polisario n'a pas besoin d'être armé pour engager des hostilités militaires contre le Maroc. La décision de reprendre les combats dépend évidemment d'Alger qui héberge le mouvement. Or, Alger n'est absolument pas favorable à cette option guerrière et rien ne permet de dire que le Front Polisario est suffisamment entraîné pour tenir tête aux forces armées royales (FAR), même si, régulièrement il menace de reprendre les armes. Démentie avec force par l'Iran, le Front Polisario et Alger, l'accusation du Maroc a immédiatement été saluée par l'Arabie saoudite qui affirme apporter son soutien au royaume chérifien frère, menacé dans sa sécurité et son intégrité territoriale. D'autres pays de la région ont également manifesté leur solidarité avec Rabat, bien que de manière moins appuyée que l'Arabie saoudite ; c'est le cas des Émirats arabes unis, du Bahreïn, du Qatar et de la Jordanie.

Renforcer les relations avec donald trump

L'explication de cette mystérieuse rupture des relations entre Rabat et Téhéran pourrait venir précisément de cet appui des pays du Golfe. En manifestant son hostilité à l'égard de Téhéran, le Maroc tenterait de donner des gages au prince héritier saoudien Mohamed Ben Salman qui reprochait à Mohamed VI sa trop grande neutralité dans la crise qui oppose Riyad et ses alliés au Qatar. Sans aller jusqu'à se brouiller avec le généreux Qatar, le Maroc a alors choisi de sacrifier ses relations avec l'Iran, inscrivant cette brouille dans une mésentente chronique avec Téhéran. En effet, en 2009, Rabat avait déjà unilatéralement rompu ses relations avec l'Iran, accusant un haut responsable iranien d'avoir déclaré que le Bahreïn était « *la quatorzième province iranienne* ». Les liens n'ont été rétablis qu'en 2014. Mais ce nouveau contentieux avec l'Iran pourrait aussi favoriser un rapprochement avec l'administration Trump qui rêve d'amener la communauté internationale à isoler l'Iran et se dit déterminée à « *empêcher le régime iranien* »

Revue de presse d'Espritsurcouf n° 59

de menacer le monde avec des armes atomiques ». Rabat a toujours pensé que le salut en matière de résolution du conflit saharien viendrait des États-Unis. Le Maroc avait parié sur la victoire d'Hillary Clinton pour l'appuyer dans ce dossier ; la rupture avec l'Iran lui donnera peut-être l'occasion de séduire Trump pour clore le conflit à ses conditions, en outrepassant les positions jugées trop rigides et peu avenantes des Nations unies à son égard. Enfin, l'autre atout de cette crise contre l'Iran est de montrer à l'Union européenne (UE) que le Maroc est loin d'être isolé. Il bénéficie de l'appui des pays du Golfe et des États-Unis qui pourraient, en plus de leur protection et de leur solidarité affichée, devenir des partenaires économiques peu soucieux de l'origine des poissons qu'ils consomment et du phosphate qu'ils utilisent pour fertiliser leurs terres.

Impuissance des nations unies

Car le conflit du Sahara se joue aussi sur le terrain européen. Depuis la décennie 1980, la guerre qui oppose le Maroc au Front Polisario pour la souveraineté du territoire saharien a cessé d'être militaire.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://orientxxi.info/magazine/sahara-occidental-l-offensive-du-maroc-contre-l-iran-et-l-union-europeenne,2448>

[Retour au sommaire](#)

3 – Israël, entre ombres et lumière (Les Echos, Dominique Moïsi)

Soixante-dix ans après la proclamation de son indépendance, Israël est à l'épreuve de ses contradictions et de la menace intérieure. Celle d'une dérive de sa démocratie vers un nationalisme périlleux. "Sommes-nous en train de danser sur un volcan, comme le faisaient les Européens à l'été 1914 ? Sommes-nous, comme eux des 'somnambules' pour reprendre le titre du livre de l'historien australien Christopher Clark ?" Dans le café d'un quartier chic de Tel-Aviv, mon interlocuteur israélien, jeune et cultivé, me fait part de ses inquiétudes. Alors que l'Etat d'Israël célèbre ses soixante-dix ans, il est perplexe. Tout autour de nous la réussite est visible, éclatante même. Les quartiers anciens avec leurs maisons des années 1920 et 1930 se fondent presque harmonieusement dans un environnement de tours toujours plus radicales dans leur modernité. En ce premier jour de mai, sous une température plus estivale que printanière, la capitale économique d'Israël est une véritable célébration de l'hédonisme.

Une Méditerranée policée et occidentalisée

C'est à Tel-Aviv le 14 mai 1948 que David Ben Gourion proclama la création de l'Etat d'Israël. Ce sera à Jérusalem le 14 mai 2018 que Michael Pence, ou Donald Trump lui-même, célébrera le transfert hautement symbolique de l'ambassade des Etats-Unis vers Jérusalem la capitale de l'Etat hébreu. La "*start-up nation*" n'a jamais été plus fière de son énergie, de sa réussite, de son attractivité. **La réussite éclatante du présent ne dissipe cependant pas les problèmes non résolus du passé et moins encore ceux du futur.** C'est au Moyen-Orient que se situe toujours Israël. Gaza et Damas sont à moins de trois heures de route de Jérusalem.

Trois menaces

Pour expliquer son inquiétude, mon interlocuteur Israélien distingue trois types de menaces : celle qui vient du nord, celle qui vient du sud et, la plus grave sans doute, celle qui vient de l'intérieur.

- **La menace stratégique à la frontière nord du pays s'est soudain réveillée avec la montée en puissance des ambitions iraniennes, de la Syrie jusqu'au Liban.** L'Iran constitue une menace bien réelle pour Israël, même si Benyamin Netanyahu tend à surjouer cette partition comme il le fit il y a quelques jours à la télévision israélienne, dans le style théâtral qui est le sien. La révélation de son intervention était moins la poursuite par les Iraniens de leur programme nucléaire que la maîtrise des services secrets d'Israël, capables d'humilier le régime des mollahs en s'emparant de leurs dossiers les plus sensibles.
- **La menace venue du sud avec la question de Gaza est bien réelle aussi.** Que se passera-t-il le 15 mai - jour, pour les Palestiniens, du soixante-dixième anniversaire de la Nakba (la "catastrophe") - intervenant au lendemain même du transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem ? Des milliers de Palestiniens vont-ils être tentés de traverser la frontière dans un geste de désespoir et de défiance spontané, à la recherche d'une mort ou d'une blessure glorieuse ? Au-delà du statut de Gaza, c'est celui de la population palestinienne qui est posé, sans oublier celui de la population arabe d'Israël. Les premiers sont ignorés, les seconds sont systématiquement exclus d'une réussite qu'ils auraient pu, dans d'autres circonstances également, considérer comme la leur.
- **La troisième menace ne vient ni du nord ni du sud, mais du coeur du projet israélien lui-même.** Quel sera le futur de l'Etat et le devenir du rêve sioniste ?

En plein cœur du désert du Néguev, non loin de la ville de Beer-Sheva, il existe un lieu de pèlerinage particulièrement émouvant. Le kibboutz de Sde Boker, où le Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, vécut les dernières années de sa vie et où il repose aux côtés de son épouse, Paula. Dans son petit bungalow rempli de livres, trois personnages apparaissent : Moïse, Abraham Lincoln, Mahatma Gandhi. Tous sont des "libérateurs" ; des Hébreux, des Noirs, de l'Inde.

Le rêve de Ben Gourion

David Ben Gourion rêvait de peupler le désert. Il pensait que deux millions de Juifs pourraient s'installer dans ces terres hostiles à la beauté grandiose : des terres qui n'étaient habitées, ni revendiquées par personne. Son rêve ne s'est pas réalisé, même si Beer Sheva est devenue une des capitales de la *high-tech*. Les Israéliens sont ailleurs, dans des lieux plus chargés d'histoire et de mystique religieuse, souvent le plus peuplés de Palestiniens aussi. Non loin de Jérusalem s'élève une ville moyenne, dont le nom, Bet Shemesh (la Maison du Soleil), contraste avec la population à majorité ultra-religieuse. Partout des hommes, des femmes et une multitude d'enfants à la peau très blanche, vêtus de noir, qui semblent sortir tout droit d'un ghetto de l'Europe de l'Est. **Comment concilier l'esprit pionnier du Néguev, la start-up nation de Tel-Aviv et les ultra-religieux de Bet Shemesh ?** Et comment le faire dans l'ignorance délibérée de l'Autre Absolu qu'est le Palestinien ? A l'abri derrière sa supériorité technologique, scientifique et militaire, et ses murs toujours plus envahissants, Israël progresse dans une fuite en avant aussi remarquable qu'inquiétante.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0301642618263-le-regard-sur-le-monde-de-dominique-moisi-israel-face-au-risque-de-derive-illiberale-2174036.php>

[Retour au sommaire](#)

DÉFENSE

1 – Lynx : fin du mandat Lynx 3 pour les militaires français de la force de présence avancée renforcée (Défense, EMA)

Le 30 avril sur la place d'armes du bataillon de force de présence avancée renforcée à Rukla, les 300 soldats du contingent « Lynx 3 » commandés par le lieutenant-colonel Martin Wenceslas ont été conviés par les autorités lituaniennes, en présence de l'attaché de défense français le colonel Stéphane Loechleiter, à une cérémonie marquant officiellement la fin de leur mandat. Le colonel Midaugas Stepanovicius commandant la brigade lituanienne du loup d'acier et le lieutenant-colonel Wolf Otto, chef de corps du bataillon de présence avancée renforcée déployé en Lituanie ont tenu tous deux à « *féliciter chaleureusement l'ensemble du détachement, pour son professionnalisme, sa bonne tenue, le haut niveau d'entraînement et d'interopérabilité acquis au cours des précédents mois* ». Plusieurs décorations et lettres de remerciements ont été remises à cette occasion aux soldats français, dont des décorations militaires lituanienne et des certificats de mérite pour services rendus. Ce fut aussi l'occasion pour l'attaché de défense de remettre un ordre national du mérite au lieutenant-colonel lituanien Marius Cesnulevicius, le chef du détachement Lynx 3 procédant quant à lui à la remise de plusieurs médailles de bronze de la défense nationale. Le contingent Lynx 3 sera relevé totalement dans quelques jours par le contingent Lynx 4 armé par des militaires du 16^e bataillon de chasseurs. *Décidée par les chefs d'État et de gouvernement au sommet de Varsovie en 2016, la Posture de présence avancée renforcée de l'OTAN (enhanced Forward Presence ou eFP) permet aux Alliés de déployer, en nombre limité, des forces militaires dans les pays baltes et en Pologne. Cet engagement non permanent vise à renforcer encore la posture de défense de l'Alliance par un dispositif dissuasif, à caractère purement défensif, selon une planification validée collectivement. Dans ce cadre, la France engage en Lituanie en 2018 un dispositif articulé autour de 300 militaires français et d'un S-GTIA composé de 4 chars Leclerc et de 9 VBCI. Cette mission Lynx est intégrée au sein d'un bataillon commandé par l'Allemagne*

[Retour au sommaire](#)

2 – L'Estonie dans l'opération Barkhane (DICOD Communiqué)

Le Parlement estonien a voté en faveur d'un engagement au profit de l'opération Barkhane. A l'invitation du Mali et en liaison avec la France, l'Estonie va donc s'engager dès l'été 2018 à hauteur de 50 militaires déployés au Mali, pour une durée d'un an. Pour la première fois, un pays tiers sera directement intégré à l'opération Barkhane. La ministre des Armées Florence Parly se félicite de cette annonce, qui promet de renforcer une coopération bilatérale déjà particulièrement étroite. Cet engagement témoigne d'une convergence de vues stratégiques importante, notamment sur les menaces qui pèsent sur la sécurité européenne. Les armées françaises travaillaient déjà aux côtés des Estoniens en 2017 dans le cadre des mesures de réassurance de l'OTAN sur le flanc Est et de la contribution française à la présence avancée renforcée. La France a décidé de renouveler cette contribution en Estonie en 2019. Par ailleurs, quatre Mirage 2000-5 français stationnent actuellement en Estonie sur la base aérienne d'Amari, d'où ils contribuent à la mission de police du ciel de l'OTAN dans le ciel des trois pays baltes.

3 – Le jeu des entités opportunistes illégales (Diploweb, Patrice Gourdin)

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique.

Les mafias, groupes terroristes et guérillas guettent la diminution ou la disparition des défenses immunitaires des États. Elles saisissent toute occasion offerte par l'affaiblissement ou l'effondrement de la sécurité assurée par les États.

Alors que la téléphonie mobile et Internet facilitent les communications pour tous, y compris les criminels, l'accélération et l'amplification de la **mondialisation** rendent les frontières plus poreuses. Cela **fragilise l'ensemble des États**, même les plus puissants. Quant aux plus faibles, ou à ceux qui n'existent plus que sur le papier, ils offrent de multiples facilités aux groupes se livrant à des activités illégales. Volontairement ou involontairement, un État peut ne plus exercer ses fonctions dans une (des) région(s) et celle(s)-ci se retrouve(nt) marginalisée(s). Les équipements, tout comme les services publics – notamment scolaires, sociaux et sanitaires –, manquent, les habitants ne paient plus d'impôts et ne respectent plus les lois en vigueur. La corruption et l'économie informelle dominant. Les individus rejettent l'autorité de l'État, conservent ou réactivent leurs modes traditionnels de régulation, voire en établissent de nouveaux. Les armes circulent plus ou moins librement. Les groupes armés, les organisations terroristes et/ou les réseaux criminels disputent à l'État le monopole de l'usage de la force. Les frontières ne sont pas surveillées, ce qui permet les déplacements incontrôlés de personnes ainsi que les échanges illicites et le blanchiment de capitaux. Des États, voisins ou non, s'ingèrent dans ces "**zones grises**" ou les utilisent. Tout conflit accentue ces caractéristiques et certains parlent même de "**trous noirs géopolitiques [1]**" pour désigner les cas les plus extrêmes : république moldave de Transnistrie ; jungle des montagnes de Bolivie, de Colombie ou du Pérou ; "Triangle d'or" aux confins de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande) ; "zone des trois frontières" en Amazonie (Brésil, Argentine, Paraguay), par exemple. Telles ces maladies graves qualifiées d'"opportunistes", les **organisations non-étatiques** illégales (mafias, groupes terroristes [2], guérillas) guettent la diminution ou la disparition des défenses immunitaires des États. Elles saisissent toute occasion offerte par l'affaiblissement ou l'effondrement de la sécurité assurée par les États. Elles les exploitent au profit de leurs activités criminelles : transit pour tous les trafics (êtres humains, armes, drogues, ivoire, espèces animales en danger, notamment), productions illicites (drogues, contrefaçons) et camps d'entraînement terroristes. Lorsque la situation ne leur paraît pas assez favorable, elles tentent de la modifier et agissent de manière à réduire à l'impuissance l'État plus ou moins existant et à s'assurer toute latitude sans attirer par trop l'attention de la communauté internationale.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.diploweb.com/32-Le-jeu-des-entites-opportunistes-illegales.html>

Ce site est répertorié dans la rubrique LETTRES et REVUES
de la "Communauté Défense et Sécurité" d'ESPRI SURCOUF.fr
Cliquez [ici](#)

[Retour au sommaire](#)

ÉCONOMIE

1 – Comment l'élite chinoise au pouvoir voit-elle la Chine, les Etats-Unis et le monde ? (Le Nouvel économiste, Martin Wolf)

La démocratie et l'économie de marché ont perdu de leur charme à leurs yeux

Comment l'élite chinoise au pouvoir voit-elle le monde ? Lors d'un week-end, j'ai participé à une réunion rassemblant une poignée d'universitaires et de journalistes étrangers, plus de hauts responsables chinois, des universitaires et des hommes d'affaires, organisée par le Centre Académique de l'Université de Tsinghua pour le Chinese Economic Practice and Thinking. La discussion a été plus franche que toutes celles auxquelles j'ai participé au cours des 25 années pendant lesquelles j'ai visité la Chine. Voici les sept remarques que nos interlocuteurs nous ont faites.

La Chine a besoin d'un pouvoir central fort. Ce concept va de pair avec l'idée que la Chine est un pays fortement divisé : un participant fait même remarquer que 500 millions de Chinois adorent les réformes, tandis qu'à l'opposé, ils sont 900 millions à partager la vision du monde de Mao Zedong. Un autre souligne le fait que le gouvernement central ne dépense que 11 % du budget à tous les niveaux de l'administration centrale et n'emploie que 4 % de l'ensemble des fonctionnaires. D'autres ont souligné que la Chine est un pays en développement qui doit faire face à d'énormes défis. "500 millions de Chinois adorent les réformes, tandis qu'à l'opposé, ils sont 900 millions à partager la vision du monde de Mao Zedong" Les participants concluent que le Parti communiste chinois, avec quelque 90 millions de membres est essentiel à l'unité nationale. Pourtant, la corruption et les luttes intestines entre factions ont menacé la légitimité du parti. Un haut fonctionnaire déclare même que Xi Jinping "a sauvé le parti, le pays et l'armée". Cette perspective justifie également la suspension de la limitation de la durée du mandat du président, ce qui, souligne-t-on, ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait qu'un seul homme providentiel pour une durée indéfinie.

Les modèles occidentaux sont discrédités. Les Chinois ont mis au point un système d'État géré par une élite technocratique de bureaucrates spécialement formés sous le contrôle du parti. C'est la déclinaison moderne de l'ancien système impérial chinois. L'attrait que la démocratie de style occidental et l'économie de marché ont pu exercer sur cette élite relève du passé. Les participants soulignent l'incapacité des États occidentaux à investir dans leurs biens matériels ou humains, la piètre qualité de leurs dirigeants élus et l'instabilité de leur économie. Un participant ajoute que "90 % des démocraties nées après la chute de l'Union soviétique ont maintenant échoué". C'est un risque qu'il ne faut pas courir. "Un participant ajoute que "90 % des démocraties nées après la chute de l'Union soviétique ont maintenant échoué". C'est un risque qu'il ne faut pas courir" Tout cela a renforcé la confiance dans le modèle unique de la Chine. Mais cela ne signifie pas un retour à une économie contrôlée. Au contraire, comme le fait remarquer un participant : "Nous croyons au rôle fondamental du marché pour générer des ressources. Mais le gouvernement doit jouer un rôle déterminant, en encadrant le marché. Le gouvernement doit promouvoir l'esprit d'entreprise et protéger l'économie privée". L'un des participants a même insisté sur l'idée nouvelle d'un "leader central" qui conduit à un gouvernement fort et à la liberté économique.

La Chine ne veut pas diriger le monde. Une idée plusieurs fois reprise. Ses problèmes internes sont, de l'avis des participants, trop importants pour qu'elle puisse avoir une telle ambition. En tout cas, elle n'a pas de plan pour le faire. Mais, comme a insisté un responsable

politique de haut niveau, dans le contexte spécifique des relations avec les États-Unis, “nous devons coopérer, pour faire face à des problèmes communs”.

La Chine est attaquée par les États-Unis. L'un des participants fait valoir que “les États-Unis ont tiré quatre flèches contre la Chine : sur la mer de Chine du Sud, sur Taïwan, sur le Dalai-Lama et maintenant sur le commerce avec les États-Unis”. Il s'agit donc d'une attaque systématique. Beaucoup s'attendent à ce que la situation empire. Ce n'est pas à cause de ce que la Chine a fait, mais parce que les Américains considèrent maintenant la Chine comme une menace pour l'économie et pour l'hégémonie militaire des États-Unis.

Les objectifs des États-Unis dans les négociations sur le commerce sont incompréhensibles. Des personnes impliquées de près dans ces négociations ne comprennent pas ce que veulent les États-Unis. Est-ce que Donald Trump veut un accord ? Ou bien cherche-t-il un conflit ? Quoi qu'il en soit, les hauts fonctionnaires disent qu'ils comprennent et acceptent la légitimité (et son intérêt pour la Chine elle-même) des demandes portant sur une meilleure protection de la propriété intellectuelle. Ils comprennent également les arguments en faveur d'une libéralisation unilatérale de l'accès au marché, y compris pour les services financiers “Des personnes impliquées de près dans ces négociations ne comprennent pas ce que veulent les États-Unis.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.lenouveleconomiste.fr/financial-times/comment-le-lite-chinoise-au-pouvoir-voit-elle-la-chine-les-etats-unis-et-le-monde-63363/>

[Retour au sommaire](#)

2 – Macron appelle l'Allemagne à sortir du « fétichisme des excédents budgétaires » (La Tribune, AFP)

"N'attendons pas. Agissons maintenant !": Emmanuel Macron a mis jeudi la pression sur Angela Merkel pour qu'elle accepte des réformes ambitieuses en Europe et mette de côté le "fétichisme" de son pays sur les excédents budgétaires. Le président français et la chancelière allemande sont engagés depuis des semaines dans des tractations compliquées pour tenter de se mettre d'accord sur une série de projets de refondation de l'Europe post-Brexit, en vue d'un sommet des dirigeants européens fin juin. Les discussions achoppent notamment sur les propositions françaises visant à doter la zone euro d'un budget d'investissement pour doper la croissance. Et Emmanuel Macron a profité de la remise d'une récompense pour son engagement pro-européen, le Prix Charlemagne, sur les terres mêmes d'Angela Merkel en Allemagne, pour signifier son impatience grandissante. "Ne soyons pas faibles et choisissons", a-t-il lancé dans un discours émaillé de formules volontaristes à Aix-la-Chapelle un an après sa prise de fonction. Assurant que la France avait "changé" sous sa présidence et engagée sur la voie des réformes, il a relancé les propositions faites lors de son discours de la Sorbonne sur l'Europe. "Je crois à un budget européen beaucoup plus ambitieux (...) Je crois à une zone euro plus intégrée, avec un budget propre", a insisté le chef de l'Etat français malgré les fortes réserves du gouvernement allemand. Berlin craint par ce biais de devoir payer pour les pays du Sud de l'Europe à ses yeux trop dépensiers. Dans des propos inhabituellement durs, le chef de l'Etat français qui fut élu sur un crédo très pro-européen et a fait de ce dossier une grande priorité, s'en est pris à la timidité de l'Allemagne pour les dépenses et l'investissement. "En Allemagne, il ne peut y avoir un fétichisme perpétuel pour les excédents budgétaires et commerciaux, car ils sont faits aux dépens des autres", a-t-il lancé lors de la cérémonie à laquelle assistait Angela Merkel. Son nouveau gouvernement vient de

confirmer le cap budgétaire très orthodoxe du pays: il n'y aura pas de déficit budgétaire pour les années à venir. La chancelière a reconnu que le sujet de l'avenir de la zone euro était controversé avec la France. "Oui, nous avons des discussions difficiles", a-t-elle dit dans son laudatio pour le prix accordé à Emmanuel Macron. "Nous avons des cultures politiques et des manières d'approcher les sujets européens différentes", a-t-elle diplomatiquement commenté. Tout en se disant favorable à rendre la zone euro "plus résistante face aux crises". Les deux dirigeants se sont en revanche retrouvés sur les autres réformes en Europe, dans les domaines de la défense ou de la politique étrangère notamment, face aux chamboulements impliqués par l'isolationnisme croissant des Etats-Unis

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/macron-appelle-l-allemande-a-sortir-du-fetichisme-des-excedents-budgetaires-778118.html>

[Retour au sommaire](#)

3 – Nouvelle économie : les licornes chinoises ne sont pas une chimère (La Croix, avec AFP)

Les licornes sont des entreprises de la nouvelle économie valorisée au moins un milliard de dollars. Selon un cabinet spécialisé, elles sont 236 dans le monde dont 30 % chinoises. En assouplissant la réglementation boursière, Pékin veut faciliter leur introduction en Bourse.

Il n'y a pas que les amateurs d'animaux mythologiques qui sont fascinés par les licornes. Les économistes aussi ! On appelle en effet de ce nom les start-up valorisées à plus d'un milliard de dollars (900 millions d'euros). Elles seraient 236 à travers le monde selon le cabinet spécialisé CBInsight dont la Française Blablacar, entreprise de covoiturage, avec sa valorisation de 1,6 milliard de dollars, loin cependant derrière Uber qui frise les 68 milliards de dollars

Un troupeau de licornes

Mais c'est à l'Est que les licornes forment un véritable troupeau puisque selon le classement du cabinet, près de 30 % d'entre elles se trouvent en Chine. Elles sont même très jeunes puisque les deux-tiers de ces entreprises chinoises sont nées depuis moins de 3 ans. Mieux, la liste de ces licornes susceptibles de s'introduire en Bourse assez rapidement est aussi dominée par les start-up de l'Empire du milieu. C'est le cas du champion des VTC Didi-Chuxing (56 milliards de dollars de valorisation) ou de l'application de livraison de repas Meituan-Dianpin.

Une Bourse chinoise !

Pour Pékin, ces licornes doivent être un atout dans leur bataille technologique avec les États-Unis. Encore faut-il que les start-up choisissent une... Bourse chinoise. Parmi les colosses de l'Internet chinois, aucun n'est en effet coté en Chine continentale. Baidu et les géants de l'e-commerce Alibaba et JD.com ont choisi Wall Street, et Tencent – expert du jeu vidéo et opérateur de la messagerie WeChat – s'est introduit à Hong Kong.

Complexités

Les réglementations chinoises seraient trop contraignantes et Pékin veut les assouplir pour garder ses licornes. L'objectif est que les investisseurs locaux « *profitent de la réussite* » de ces entreprises tout en renforçant l'emprise de l'État sur un secteur technologique « *déjà quasi nationalisé* » via des subventions publiques, observe Christopher Balding, professeur à

l'Université de Pékin. Selon ce dernier, « *Pékin garde la main à chaque étape, dans le cadre de l'agenda Chine 2025* ». Ce plan vise à faire émerger des champions technologiques dans l'intelligence artificielle, l'analyse de données, les microprocesseurs... Les États-Unis, eux, dénoncent l'appui étatique faussant la concurrence et les transferts technologiques imposés aux firmes étrangères.

Réglementation assouplie

Pékin veut donc faciliter le chemin des Bourses chinoises aux licornes. Aujourd'hui une entreprise doit afficher trois années consécutives de bénéfices pour être cotée à Shanghai ou Shenzhen. C'est quasi impossible pour de jeunes start-up. La règle pourrait être levée pour des firmes technologiques évaluées à plus de 3 milliards de dollars. Certaines entreprises cotées à New York ou Hong Kong seraient autorisées à émettre en Chine continentale des « *certificats d'actions* » (CDR), titres alternatifs liés à leurs actions à l'étranger. Enfin, l'opérateur boursier shanghaien a proposé en mars un changement réglementaire pour autoriser la cotation d'entreprises possédant un système d'actions préférentielles qui permet aux fondateurs d'un groupe d'en garder le contrôle.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<https://www.la-croix.com/Economie/Monde/Nouvelle-economie-licornes-chinoises-sont-pas-chimere-2018-05-10-1200937916>

[Retour au sommaire](#)